



ASSOCIATION DES RETRAITES ET PRERETRAITES FORCE OUVRIERE
DE SAINT-NAZAIRE ET SA REGION

MAISON DES SYNDICATS (4^e ETAGE) 4, Rue François MARCEAU 44600 Saint-Nazaire

Tel : 02.40.22.52.35 - Fax : 02.40.22.15.04

Site internet : <http://retraitesforceouvriere.jimdo.com>

Mail : retraites.ul.forceouvriere.nz@orange.fr



Prise de parole FO retraités de Saint-Nazaire (par Jean-Marc PEREZ)

Chers camarades, chers amis,

Tout d'abord, je tiens vous remercier pour votre forte participation aujourd'hui. Je remercie également le soutien que nous apportent les Unions Locales FO, CGT et CFTC ainsi que les délégations des syndicats de salariés du secteur public et du secteur privé présents aujourd'hui. Je salue aussi fraternellement les Gilets Jaunes présents avec nous ce matin. Je sais qu'eux aussi partagent pleinement nos revendications !

Camarades,

Je ne vais pas m'étendre trop longuement sur les constats et nos revendications que les orateurs précédents ont déjà abordés et qui sont inscrites dans la déclaration que nous vous invitons à adopter tout à l'heure.

La situation actuelle est marquée par un paradoxe. On a rarement vu un Exécutif aussi isolé et qui « **en même temps** », tape aussi fort au plan social comme au plan des libertés individuelles.

C'est un gouvernement en crise qui voit chaque jour un des proches du cercle jupitérien trouver urgent de préparer les municipales (ce n'est que l'année prochaine !) ou les européennes (c'est un poste plus tranquille !). Pour autant, le président ne veut renoncer à aucune de ses réformes.

- ↳ Que ce soit la réforme dite systémique de retraite par points que nous rejetons,
- ↳ Que ce soit la réforme BLANQUER dans l'Education Nationale, rejetée par les enseignants comme les familles,
- ↳ Que ce soit la réforme de la fonction publique que même les organisations syndicales les mieux disposées rejettent,
- ↳ Que ce soit la réforme du secteur hospitalier pilotée par Mme BUZYN,

↳ Que ce soit l'assurance-chômage, reprise en main par l'État à la faveur d'un objectif financier imposé mais intenable

MACRON, c'est « **monsieur moins** » : moins pour le pouvoir d'achat des retraités, moins de fonctionnaires, moins d'hôpitaux et de services publics, moins d'indemnités, moins de garanties, moins de droits, et, « **en même temps** » plus de LBD, plus de répression et même des interdictions de manifester !

Camarades,

Nous sommes donc dans une situation sociale d'extrême tension où, tant le patronat que le gouvernement, persistent à ignorer, à mépriser et à réprimer, la colère multiforme qui éclate partout en France.

Les revendications syndicales redoublent d'acuité et les mobilisations se poursuivent et se renforcent : mobilisations dans la fonction publique, grève des enseignants contre la réforme Blanquer, grèves dans les EHPAD ou dans les hôpitaux, grèves dans le privé telles qu'à ArjoWiggins, etc

Il y a eu aussi la journée de grève interprofessionnelle du 19 Mars dernier à l'appel de l'intersyndicale FO, CGT, FSU, Solidaires, Unef, UNL – qui a rassemblé plus de 350 000 manifestants dans toute la France.

Ce vaste mouvement, auquel de nombreux retraités ont pris part, démontre **la détermination des salariés qu'ils soient actifs ou retraités, des chômeurs et des jeunes, à faire entendre d'une même voix leurs revendications.**

Le président MACRON et son gouvernement ont tenté d'endiguer la colère sociale par l'organisation d'un « *grand débat* », auquel **FO** a refusé de participer et qui est en fait une tentative de camouflage des problèmes urgents posés au gouvernement. Pour sa part, **FO exige des réponses aux revendications sociales !**

Camarades,

Aujourd'hui encore, **les retraités démontrent qu'ils ne lâchent rien sur leurs revendications, sur la nécessaire revalorisation de leurs pensions, sur l'annulation de la hausse de 25% de la CSG.**

De même, avec vous toutes et tous, **FO s'oppose** à la proposition gouvernementale d'une **indexation différenciée en fonction du niveau des retraites**, consistant à n'indexer sur l'inflation qu'une partie d'entre elles sous le vocable de « *petites retraites* ». Ce qualificatif vise à faire admettre une rupture dans les modalités de calcul de la répartition. **La retraite n'est pas une prestation d'assistance mais un droit dont le montant résulte de la carrière et des cotisations versées. FO dit NON**

à un système de revalorisation différencié et segmenté en fonction du niveau des revenus des retraités.

Après toutes les réformes (en particulier depuis 1993) ayant réduit les droits à la retraite, le gouvernement veut instaurer un système par points ou « *chaque euro cotisé donne les mêmes droits pour tous* ». **FO** rappelle que dans les systèmes par répartition actuels, le salaire différé donne des droits et des garanties et met en place des solidarités entre les générations. Ils sont le fruit de notre histoire sociale et de nos luttes syndicales.

A contrario, le projet gouvernemental de régime dit universel par points et son principe de « *l'euro cotisé* » signifie que les périodes non cotisées telles que la maladie, le chômage, etc., n'ouvriraient pas de droits. **Il n'aurait d'autre but que de baisser les retraites.** La valeur du point de retraite ne serait pas garantie et serait assujettie à des éléments aléatoires tels que l'espérance de vie d'une génération ou la soutenabilité des finances de l'État.

Camarades, **j'insiste sur ce point.** Il faut le dire et le répéter autour de vous.

Si le projet de retraite par points du gouvernement était mis en œuvre, **n' imaginez pas que les retraités actuels seraient épargnés !**

En effet, **nos actuelles pensions de retraite seraient transformées en points.** Et comme **c'est le gouvernement qui déciderait de la valeur du point** chaque année, il pourrait **décider de baisser cette valeur du point en fonction l'espérance de vie ou de la situation économique du pays !** Ce serait donc une **baisse dramatique des pensions pour tous les retraités !**

FORCE OUVRIERE rejette toutes les tentatives et chemins détournés pris par le gouvernement dans le cadre des réflexions sur la prise en charge de la dépendance en allongeant la durée de cotisation ou en reculant encore l'âge légal de départ à la retraite. Nous disons **NON à la casse de nos régimes de retraite actuels !**

FO n'est pas dupe. Les « *désaccords* » entre M Delevoye et le gouvernement sur l'âge légal de départ en retraite ne sont qu'un trompe-l'œil car tout le monde sait qu'avec un système par points préconisé par MM Macron, Philippe, Delevoye, il faudra travailler bien au-delà de 62 ans pour bénéficier d'une retraite à taux plein !

Ce sont pour ces raisons que le Comité Confédéral National de **FO** des 27 et 28 Mars dernier a donné mandat au Bureau Confédéral :

↳ « ***pour exiger du Premier Ministre qu'il mette fin à la concertation, publie son projet et entende les revendications de la Confédération*** » et d'ajouter que « ***si le gouvernement refuse, la Confédération quittera les concertations*** ».

↳ et décidé d'une vaste campagne d'information et de mobilisation pour préparer le rapport de force interprofessionnel afin de mettre en échec le projet gouvernemental.

Camarades,

Pour **FORCE OUVRIERE**, l'efficacité, ce ne sont ni les journées d'action « saute-mouton », ni les actions sectorielles chacun dans son coin !

Si la mobilisation des retraités est indispensable, pour **FO**, elle doit **impérativement s'inscrire dans le cadre de la mobilisation générale et commune** de l'ensemble des salariés actifs du privé comme du public, des retraités, des chômeurs et des jeunes, pour, tous ensemble, y compris avec les Gilets Jaunes, **arracher, par le blocage de l'économie du pays, la satisfaction de toutes nos revendications !**

Camarades,

On ne lâche rien !

Toutes et tous ensemble contre la casse sociale, pour nos revendications !